



Département du Loiret  
Arrondissement de Montargis  
Canton de Courtenay  
Commune de Ferrières-en-Gâtinais

# **RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES Année 2024**

**EXPOSÉ POUR LE  
CONSEIL MUNICIPAL DU 13 FÉVRIER 2024**

## SOMMAIRE

### 1 Table des matières

<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>3</b>
<b>CONTEXTE GÉNÉRAL (LÉGISLATIF, FINANCIER ET TERRITORIAL).....</b>	<b>4</b>
<b>1 CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL .....</b>	<b>4</b>
<b>2 CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE LA ZONE EURO .....</b>	<b>5</b>
<b>3 CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE NATIONAL .....</b>	<b>5</b>
<b>4 LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR 2023 A 2027 ET LA LOI DE FINANCES POUR 2024.....</b>	<b>6</b>
<b>5 LES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES DE LA LOI DE FINANCES POUR 2024.....</b>	<b>7</b>
<b>6 LES ENGAGEMENTS DE L'ÉQUIPE MUNICIPALE .....</b>	<b>8</b>
<b>BUDGET PRINCIPAL : SECTION DE FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>9</b>
<b>1 SITUATION FINANCIÈRE 2023 ET ORIENTATIONS 2024 - RECETTES.....</b>	<b>9</b>
A. LES RECETTES « IMPOTS ET TAXES : BASES, TAUX ET PRODUITS DES TAXES LOCALES ENTRE 2017 ET 2023 EN € - PRÉVISIONNEL 2024.....	9
B. ÉVOLUTION DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE LOCALES ENTRE 2014 ET 2023 EN € ET PRÉVISIONNEL 2024 .....	10
C. LES RECETTES « DOTATIONS DE L'ÉTAT ».....	11
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) .....	11
FONDS DE PÉRÉQUATION INTERCOMMUNAL ET COMMUNAL (FPIC) .....	11
ATTRIBUTION DE COMPENSATION .....	11
D. ÉTAT DES RECETTES.....	12
<b>2 SITUATION FINANCIÈRE 2023 ET ORIENTATIONS 2024 - DÉPENSES .....</b>	<b>13</b>
A. ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE 2018 A 2023 .....	13
LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL .....	13
SITUATION 2023 .....	13
LA MASSE SALARIALE .....	14
LE PERSONNEL COMMUNAL.....	14
<b>3 LA DETTE DE LA COMMUNE .....</b>	<b>16</b>
1. ENDETTEMENT PLURIANNUEL DES EMPRUNTS À COMPTER DE 2024.....	16
2. PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE- BUDGET COMMUNAL.....	17
RATIOS BUDGETAIRES VILLE .....	19
<b>4 CAPACITES FINANCIERES DE LA VILLE .....</b>	<b>20</b>
<b>5 SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE EN 2023 .....</b>	<b>22</b>
<b>6 BUDGETS CONSOLIDÉS EN ENDETTEMENT .....</b>	<b>23</b>
A - EN SECTION DE FONCTIONNEMENT : .....	24
B - EN SECTION D'INVESTISSEMENT : .....	24
<b>LA SYNTHÈSE ET LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES.....</b>	<b>26</b>

## PRÉAMBULE

Conformément aux articles, **L. 2312-1**, L. 2312-2, L. 2312-3 du Code des Collectivités Territoriales, la tenue d'un **Rapport d'Orientations Budgétaires** (R.O.B.) est **obligatoire** dans les communes de plus de 3 500 habitants, et les EPCI comprenant ces dernières.

Il se déroule dans les conditions fixées au règlement intérieur de la commune (approuvé en séance de Conseil Municipal du 12 novembre 2020) et conformément à l'article L.2121-8 du CGCT.

Le R.O.B constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des Collectivités Locales. Il précède l'élaboration du Budget Primitif et les décisions modificatives. La clôture du cycle se concrétise par le vote du Compte Administratif.

Ce rapport doit être présenté **dans les dix semaines précédant l'examen du Budget Primitif**.

Le R.O.B, institué par la loi NOTRe du 7 août 2015 (Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République), doit permettre à l'assemblée délibérante d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informée plus précisément sur l'évolution de la situation financière de la commune et sur les orientations poursuivies. Ce rapport comporte des dispositions relatives au contenu du débat, le formalisme restant à l'appréciation des collectivités.

Ainsi, le débat doit se tenir sur la base d'un rapport comprenant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Les règles de transparence ont encore été renforcées par le décret du 24 juin 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission du R.O.B : ce rapport doit être transmis notamment au Représentant de l'Etat dans le Département et faire l'objet d'une publication sur le site de la commune.

La loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2023 a introduit une nouveauté pour toutes les collectivités et leurs groupements concernés par un débat d'orientation budgétaire. S'agissant des communes de plus de 3 500 habitants, l'article 13 prévoit l'obligation, avec effet immédiat, d'une présentation des objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, ainsi que sur l'évolution du besoin de financement annuel.

Rappelons que le R.O.B n'a pas vocation à se substituer au vote du budget qui recense l'ensemble des recettes et des dépenses. Le présent exposé contient les éléments utiles à la réflexion en vue de la prochaine séance du Conseil Communautaire au cours de laquelle le Budget Primitif 2024 sera voté. De plus, il constitue une opportunité de présenter les orientations de l'année à venir et de rappeler la ligne de conduite de la municipalité.

**Le Conseil municipal est invité à débattre sur le R.O.B pour l'exercice 2024 et à prendre acte, par une délibération spécifique, de la tenue de ce débat et de l'existence de ce rapport.**

## 1 Contexte économique international

### CROISSANCE DU PIB

#### La croissance mondiale s'est stabilisée, mais l'amélioration reste fragile

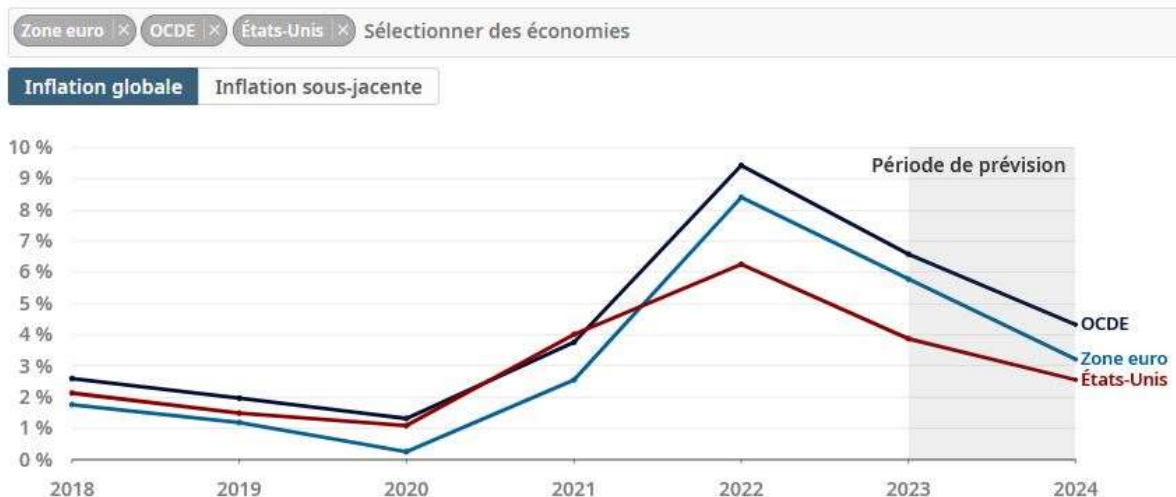
La croissance du PIB mondial s'établit à 2.9 % en 2023, soit son taux annuel le plus bas depuis la crise financière mondiale, abstraction faite de la période de pandémie de l'année 2020. Une amélioration modeste de la croissance mondiale, qui devrait atteindre 3.1 %, est prévue pour 2024. La croissance annuelle du PIB de la zone OCDE était inférieure à son niveau tendanciel en 2023, et devrait l'être en 2024, même si elle se redressera progressivement tout le long de l'année 2024, à la faveur de la modération de l'inflation et de la progression des revenus réels.

### INFLATION

#### Les tensions inflationnistes sous-jacentes restent fortes

Sous l'effet du recul des prix de l'énergie, l'inflation globale a diminué ces derniers mois dans la plupart des économies, malgré la hausse rapide et continue des prix des produits alimentaires et des services. L'inflation sous-jacente reste obstinément élevée.

Glissement annuel en %



Note : L'inflation globale concerne l'ensemble des matières premières, des services et des biens. L'inflation sous-jacente correspond à l'inflation globale, hors produits alimentaires et énergie. L'inflation agrégée dans la zone OCDE se fonde sur les différentes définitions nationales de l'inflation.

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, juin 2023.

## 2 CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE LA ZONE EURO

La croissance du PIB a reflué à 0.9 % en 2023, puis se redressera progressivement pour atteindre 1.4 % en 2024. La consommation privée sera soutenue par la vigueur des marchés du travail, mais l'augmentation des coûts de financement et l'incertitude pèseront sur l'investissement privé. Les tensions observées sur les marchés du travail continueront d'alimenter la croissance des salaires en 2023, avant que débute une phase de modération salariale progressive en 2024.

**La diminution des prix de l'énergie et des produits alimentaires contribuera à réduire l'inflation globale en 2024, mais l'inflation sous-jacente demeurera élevée.** Les risques restent orientés de manière prédominante à la baisse, étant donné **qu'une nouvelle flambée des prix de l'énergie pourrait raviver la crise énergétique**, et qu'une politique monétaire restrictive pourrait mettre au jour les vulnérabilités existant dans le secteur financier.

La persistance de l'inflation, le recul des revenus et la forte incertitude consécutive aux récentes turbulences qu'a connue le secteur bancaire exigent que les pouvoirs publics agissent de manière coordonnée et déterminée. Il faut démanteler progressivement les mesures budgétaires adoptées pendant la crise énergétique, afin de maîtriser la dette publique et d'éviter une relance budgétaire en période de forte inflation. La politique monétaire doit conserver une orientation restrictive pour réduire durablement l'inflation.

*(Source : Perspectives économiques de l'Organisation de Coopération centrale de développement Economiques OCDE)*

## 3 CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE NATIONAL

**La croissance reste solide en 2024 (+ 0.9 %) et l'activité accélérerait en 2024 (+ 1,5 %), sur fond de reflux de l'inflation**

L'année 2023 a vu la poursuite du rebond post-covid se heurter aux conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine. Si la croissance en moyenne annuelle est restée élevée (+ 2,5 %), le rebond des tensions d'approvisionnement, le climat d'incertitude et la hausse des prix des matières premières ont engendré une dynamique heurtée de l'activité entre les hivers 2022 et 2023, affectant particulièrement la consommation des ménages.

L'économie française n'a cependant jamais cessé de croître, et les effets négatifs sur l'activité de ces chocs se dissipent progressivement. Les prix des matières premières se sont largement détendus, le pic d'inflation est passé, et l'activité a retrouvé de l'élan au deuxième trimestre 2023 (+ 0,5 %). Les parts de marchés à l'exportation, qui avaient été affectées par les conséquences de la crise sanitaire, rebondissent. Le marché de l'emploi reste également bien orienté, avec un taux de chômage à 7,4 % au troisième trimestre 2023 (soit 1 point en dessous de son niveau du quatrième trimestre 2019).

L'inflation (au sens de l'IPC) baisse légèrement en 2024, à + 4,9 % en moyenne annuelle (après + 5,2 % en 2022). Elle est toujours atténuée par les mesures prises par le Gouvernement pour protéger les Français face à la hausse des prix.

Le bouclier tarifaire sur les tarifs réglementés de vente permettrait ainsi de réduire le niveau général des prix d'environ 2 points en 2024. La composition de l'inflation évoluerait toutefois sensiblement : après une première phase d'inflation énergétique, suivie par la hausse des prix alimentaires et manufacturés, l'inflation des services prendrait progressivement le relais, dans le sillage des salaires, mais sans risque d'emballement.

*(Source : Projet de loi de finances – Ministère de l'économie et des finances)*

## **4 LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR 2023 À 2027 ET LA LOI DE FINANCES POUR 2024**

### La loi de programmation 2023 - 2027

Le déficit budgétaire de l'État était de 145 milliards d'euros en 2023 (en baisse de 20 Md€).

Les dépenses de l'État baisseront de 3.6% en volume en 2024 par rapport à 2023. La part de la dette publique dans le PIB se stabiliserait à 109.7 %. La maîtrise de la dépense est prioritaire.

**L'année 2024 doit être celle de la baisse du déficit**, pour s'inscrire dans la trajectoire de retour sous les 3 % en 2027 et de réduction de la dette à 108,1 % en 2027.

Ces objectifs de baisse du déficit s'inscrivent dans la trajectoire prévue par la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2023-2027.

### La loi de finances 2024

La loi de finances pour 2024 est marquée par **la lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public** dans un contexte d'incertitudes au niveau international et de remontée des taux d'intérêt. Une politique de protection des Français a été menée face à l'inflation durant l'année écoulée. L'État a dépensé au total 36,8 milliards d'euros pour aider les ménages et les entreprises, grâce au bouclier sur le gaz et l'électricité qui a permis de limiter le niveau d'inflation à 4,9 % en 2023.

Cette loi de finances engagera des économies à hauteur de 16 milliards d'euros, notamment grâce à :

- La fin progressive des dispositifs exceptionnels mis en place durant la crise énergétique,
- La mise en place de dispositifs pour lutter contre les fraudes.

Pour 2024, le budget est articulé autour de **trois chantiers prioritaires** :

- Le régalien – armée, police, justice, en hausse de 4 milliards d'euros,
- La transition écologique, à hauteur 40 milliards d'euros avec 7 milliards d'euros de crédits supplémentaires,
- L'éducation et la formation à hauteur de 5,5 milliards d'euros.

Ce nouveau budget mobilisera au total près de 25 milliards d'euros pour l'indexation des prestations sociales et des minima sociaux, des retraites et de l'impôt sur le revenu.

*(Source : Loi de finances – Ministère de l'économie et des finances)*

## 5 LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES DE LA LOI DE FINANCES POUR 2024

Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est augmenté de 220 M€ par rapport à 2023 (à périmètre courant). Les dotations de péréquation (qui vont aux collectivités les plus défavorisées) sont abondées de 220 millions d'euros. La hausse de 190 millions d'euros de la DGF des communes doit permettre à 60 % de communes de la voir augmenter en 2024. **En revanche, la dotation forfaitaire sera de nouveau soumise à un écrêtement en 2024 afin de financer les besoins autres que la hausse de la péréquation.**

(Source : Association des Maires de France – Octobre 2023)

### Des dépenses de fonctionnement encore fortement impactées par l'inflation.

Les collectivités demeurent donc confrontées aux mêmes défis que l'année précédente, c'est-à-dire l'inflation et la hausse des frais de personnel. Dans ce contexte, les collectivités ont subi un effet de ciseau fin 2023, leurs recettes (+ 3,2 %) progressant moins rapidement que leurs dépenses de fonctionnement (+ 5,8 %).

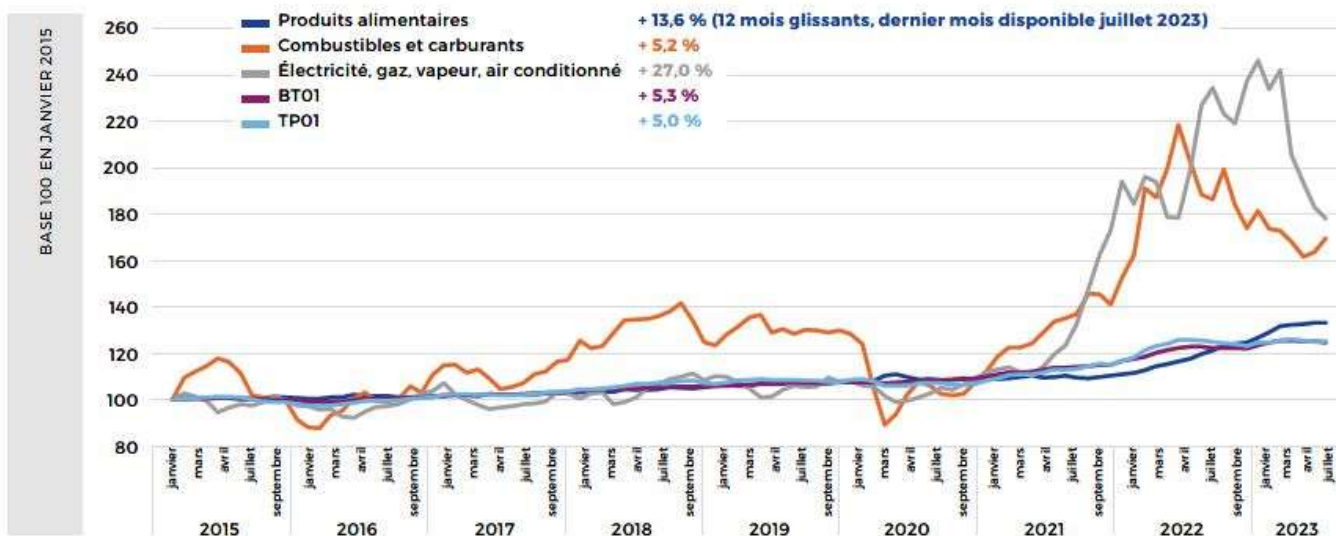
Ces dernières augmentent ainsi sous le poids des charges à caractère général (achats, contrats de prestations de services...) « très fortement touchées par la hausse des prix », et des frais de personnel, alourdies notamment par la revalorisation du point d'indice.

**S'agissant des communes, ce sont les hausses des prix de l'énergie et de l'alimentaire qui les impacteraient sensiblement avec une augmentation de 5,5 % de leurs dépenses de fonctionnement tandis que leurs recettes progresseraient moins rapidement, à hauteur de 4,3 %.**

Or, la progression des recettes serait « dans l'ensemble insuffisante » pour maintenir un niveau d'épargne équivalent à celui de 2023.

### Indices de prix impactant la dépense locale

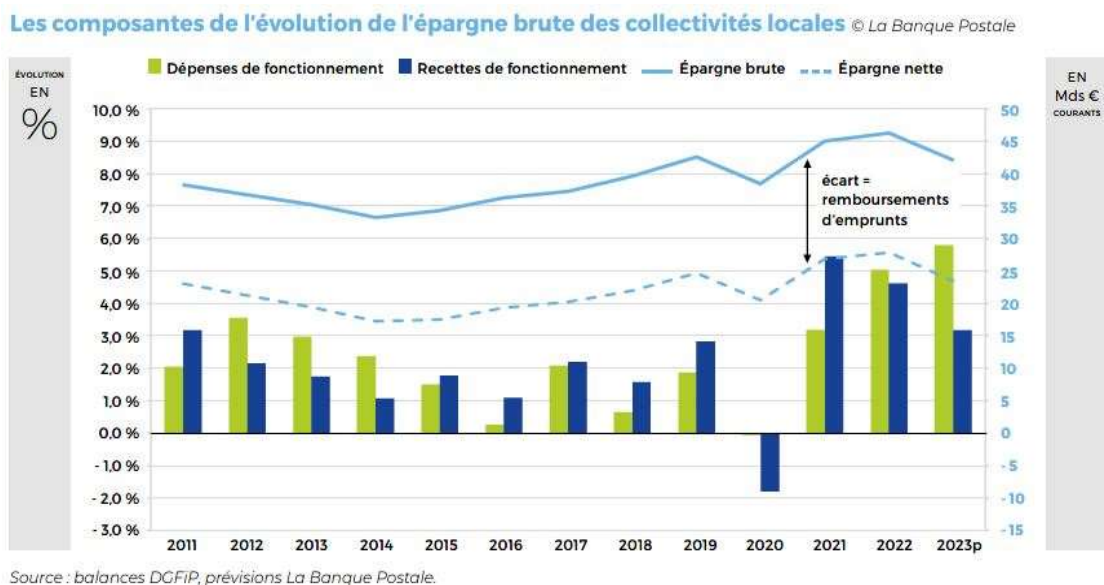
© La Banque Postale



Source : Indices Insee

**L'autofinancement des collectivités devrait chuter de 9% en 2024 et plus précisément de près de 3% pour le bloc communal.**

En dépit d'une forte croissance de ce qui peut rester de fiscalité directe, pour des raisons plus conjoncturelles que délibérées, et des mesures de soutien décidées par le législateur, **la reprise des dépenses d'action sociale, la poursuite de la hausse des prix en matière énergétique et alimentaire, la croissance inévitable de la masse salariale, combinées à la chute accélérée des droits de mutation à titre onéreux et à un net ralentissement du dynamisme de la TVA, devraient se traduire par une diminution sensible de l'autofinancement**



## 6 LES ENGAGEMENTS DE L'ÉQUIPE MUNICIPALE

Pour l'élaboration de ce BP 2024, la ligne directrice sera de présenter un budget de continuité, dans le souci constant du respect des engagements municipaux.

La priorité sera donnée au financement des opérations en cours et aux engagements contractuels en résultant. De plus, le mode de gestion volontariste et rigoureux appliqué depuis plusieurs années a permis de conserver une situation financière de la Ville satisfaisante, en dépit des réformes et malgré une diminution inévitable des marges de manœuvre.

### Les élus maintiennent leur volonté de respecter leurs engagements électoraux, à savoir :

- Maîtriser le mieux possible le programme d'investissement et la politique de qualité du service public en maintenant le niveau des prestations proposées aux Ferriérois,
- Rechercher systématiquement des subventions pour dégager des marges sur l'investissement,
- Ajuster les dépenses au plus près des besoins réels et des réalisations précédentes.

Les mesures d'économies mises en place précédemment et amplifiées par de bonnes pratiques devront encore se poursuivre ; une vigilance toujours accrue s'imposera concernant les dépenses courantes de fonctionnement, principal levier pour préserver la capacité d'autofinancement nécessaire aux investissements, et ce compte tenu de l'augmentation des coûts des fluides et de l'alimentation qui impacteront nécessairement la gestion des dépenses de fonctionnement.

Ils ont pour objectif de maintenir, voire améliorer, la qualité du service public et des prestations proposées aux Ferriérois.

Face aux inévitables augmentations des dépenses telles que les tarifs des énergies, la seule option est de poursuivre avec détermination et bon sens les nombreux efforts d'économies et les bonnes pratiques de vigilance au quotidien dans tous les domaines, en réduisant ou en reportant les achats non indispensables.



# BUDGET PRINCIPAL : SECTION DE FONCTIONNEMENT

## 1 SITUATION FINANCIÈRE 2023 ET ORIENTATIONS 2024 - RECETTES

### A. LES RECETTES « IMPOTS ET TAXES : BASES, TAUX ET PRODUITS DES TAXES LOCALES ENTRE 2017 ET 2023 EN € - PRÉVISIONNEL 2024

La loi de finance prévoit une revalorisation forfaitaire des valeurs locatives à +3,8% qui ne s'appliquera qu'aux bases « locaux d'habitation et locaux industriels » mais pas sur les locaux professionnels.

(Pour rappel : +7,1% en 2023 ; +3,4% en 2022 et +0,2% en 2021)

**Pour 2024 et au-delà, au regard de l'évolution des charges de la commune, une réflexion sur la fiscalité sera faite avant le vote du budget.**

Année	Elements	Taxe Habitation		Taxe Foncière batie		Taxe Foncière Non Batie	
		Montant	Evolution	Montant	Evolution	Montant	Evolution
2014	Base	4 373 189,00		3 299 384,00		103 543,00	
	Taux	11,88		28,63		48,96	
	Produit	519 534,85		944 613,64		50 694,65	
2015	Base	4 670 691,00		3 442 811,00		103 750,00	
	Taux	11,88		28,63		48,96	
	Produit	554 878,09	35 343,24	985 676,79	41 063,15	50 796,00	101,35
2016	Base	4 527 067,00		3 471 715,00		104 425,00	
	Taux	11,88		28,63		48,96	
	Produit	537 815,56	- 17 062,53	993 952,00	8 275,22	51 126,48	330,48
2017	Base	4 582 000,00		3 588 628,00		102 708,00	
	Taux	11,88		28,63		48,96	
	Produit	544 341,60	6 526,04	1 027 424,20	33 472,19	50 285,84	- 840,64
2018	Base	4 660 000,00		3 662 000,00		103 700,00	
	Taux	11,88		28,63		48,96	
	Produit	553 608,00	9 266,40	1 048 430,60	21 006,40	50 771,52	485,68
2019	Base	4 754 353,00		3 764 980,00		105 529,00	
	Taux	11,88		28,63		48,96	
	Produit	564 817,14	11 209,14	1 077 913,77	29 483,17	51 667,00	895,48
2020	Base	4 797 142,00		3 810 160,00		106 795,00	
	Taux	11,88		28,63		48,96	
	Produit	569 900,47	5 083,33	1 090 848,81	12 935,03	52 286,83	619,83
2021	Base	684 385,52		3 622 845,94		108 078,02	
	Taux	11,88		47,19**		48,96	
	Produit	81 305,00	- 488 595,47	1 709 621,00	618 772,19	52 915,00	628,17
2022	Base *	628 663,73	(+ 3,4%)*	3 755 443,54	(+ 3,4%)	111 752,68	(+ 3,4%)
	Taux Communal*	11,88		47,19		48,96	
	Produit*	74 685,25		1 772 193,81		54 714,11	
2023	Base	790 598,00	(+7,1%)	4 029 277,00	(+7,1%)	149 983,00	(+7,1%)
	Taux Communal*	11,88		47,19		48,96	
	Produit*	93 923,00		1 898 823,82		73 431,68	2 066 178,49
		EFFET CORRECTEUR	- 226 817		1 672 006,82		
2024*	Base	820 640,72	(+ 3,8%)	4 029 277,00		149 983,00	
	Taux Communal*	11,88		47,19		48,96	
	Produit*	97 492,12		1 901 415,82	-	73 431,68	2 072 339,61
		EFFET CORRECTEUR	-232 000		1 669 415,82		

## B. ÉVOLUTION DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE LOCALES ENTRE 2014 ET 2023 EN € ET PRÉVISIONNEL 2024

Pour 2024, l'enveloppe globale de DGF aux collectivités territoriales progresse de +320 M€ (Progression identique à 2023) soit un montant total de 27,4 Mds € en 2024 (soit + 1,2% en € courants sur 2023).

Malgré cette hausse de la DGF, ses modalités de répartition diminuent les dotations de compensation des taxes. En effet, au sein de la DGF une ponction a été opérée sur les variables d'ajustement et en particulier – 47 M€ appliqué sur diverses dotations (DCRTP et FDPTP) :

en M€	2023	2024	Var € //2023	var % //2023
<b>DCRTP</b>	<b>2875</b>	<b>2821</b>	<b>-34</b>	<b>-1,18%</b>
REGIONS	467	447	0	0%
DEPART	1263	1243	-20	-1,58%
BLOC COM	1145	1131	-14	-1,22%
<b>FDPTP</b>	<b>284,3</b>	<b>271,3</b>	<b>-13</b>	<b>-4,57%</b>

\***DCRTP** : Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle / **FDPTP** : Fonds départemental de péréquation de la TP

ANNEE	Fond de compensation Département TP	Allocation Compensation TP Etat	Allocation Compensation TH Etat	Allocation Compensation TF Etat	ALLOCATIONS COMPENSATRICES TOTALES
	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT
2014	117 895,14	6 583,00	40 123,00	16 634,00	<b>181 235,14</b>
2015	119 782,76	4 389,00	44 916,00	13 634,00	<b>182 721,76</b>
2016	124 034,04	3 689,00	30 852,00	10 098,00	<b>168 673,04</b>
2017	115 306,00		53 897,00	7 719,00	<b>176 922,00</b>
2018	101 134,22		57 218,00	7 038,00	<b>165 390,22</b>
2019	92 158,32		59 849,00	7 282,00	<b>159 289,32</b>
2020	91 636,34		63 633,00	7 264,00	<b>162 533,34</b>
2021	90 601,48			143 401,00	<b>234 002,48</b>
2022	89 705,00			137 790,00	<b>227 495,00</b>
2023	90 317,00			146 729,00	<b>237 046,00</b>
2024	89 233,20			146 000,00	<b>235 233,20</b>

\**Estimation 2024*

Les allocations compensatrices touchées en 2021 ont augmenté suite à la réforme de la taxe d'habitation. En effet, la perte de la fiscalité directe liée à cette réforme est compensée par le versement d'une allocation compensatrice.

## C. LES RECETTES « DOTATIONS DE L'ÉTAT »

Il est à noter que certains analystes financiers et de nombreuses communes regrettent que l'évolution des dotations de fonctionnement de l'État ne soit pas indexée à l'évolution de l'inflation.

### DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

Conformément à la Loi de Finances 2024 prévoyant la stabilisation du montant global, la *Dotation Globale de Fonctionnement* (DGF) sera **reconduite pour le même montant en 2024**.

S'agissant de la dotation de solidarité rurale (DSR), les crédits sont augmentés de + 150M€ soit 2 277M€  
La répartition de la hausse de +150 M€ sur les 3 fractions distinctes de la dotation de solidarité rurale (DSR) sera faite comme suit :

- Fraction cible + 38 M€ (+6,2%) ; (Commune non concernée)
- Fraction Péréquation +84 M€ (+10,79 %)
- Fraction Bourgs Centres +28 M€ (+3,95%)

Euros (€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
DGF	486 865	402 961	314 349	264 576	260 685	252 744	247 456	241 506	237 181	237 962	237 500
DSR	149 035	169 527	186 810	206 800	223 283	231 131	243 959	260 805	275 205	310 325	320 000
DNP	35 769	35 345	42 414	49 708	56 124	50 512	51 916	50 615	48 557	54 123	54 123
<b>Total</b>	<b>671 669</b>	<b>607 833</b>	<b>543 573</b>	<b>521 084</b>	<b>540 092</b>	<b>534 387</b>	<b>543 331</b>	<b>552 926</b>	<b>560 943</b>	<b>602 410</b>	<b>611 623</b>
<i>Variation annuelle</i>	- 30 151	- 63 836	- 64 260	- 22 489	19 008	- 5 705	8 944	9 595	8 017	41 467	9 213
	-5,76%	-13,11%	-15,95%	-7,15%	7,18%	-2,19%	3,54%	3,88%	3,32%	17,48%	3,87%

### FONDS DE PÉRÉQUATION INTERCOMMUNAL ET COMMUNAL (FPIC)

Le fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées. L'enveloppe nationale est maintenue à 1 Mds € depuis 2018.

Évolution FPIC	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Montant en euros	12 745	12 745	16 334	33 424	29 030	31 714	32 561	32 977	30 761,00	26 180,00	30 000,00
Évolution annuelle			28%	105%	-13%	9%	3%	1%	-7%	-15%	15%

### ATTRIBUTION DE COMPENSATION

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique (FPU).

Elle correspond, schématiquement, à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à cette catégorie d'intercommunalité.

Évolution AC	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Montant en euros	647 545	647 545	605 132	547 729	547 729	529 988	408 427	408 427	408 427	408 427	408 427
Évolution en euros		-	- 42 413	- 57 403	-	- 17 741	- 121 561	-	-	-	-
Évolution annuelle			-7%	-9%	0%	-3%	-23%	0%	0%	0%	0%

NB : La baisse de l'AC en 2019 s'explique par la reprise par la CC4V des charges de voirie et des charges de gestion du périscolaire suite à la réforme des rythmes scolaires. (Accueil périscolaire le mercredi). En 2020, la CC4V a repris à sa charge la contribution au SDIS : cela explique la diminution de l'AC en 2020.

### AUTRES RECETTES

Par ailleurs, la dotation pour les stations des titres sécurisés est renforcée de 50M€ à 100M€ pour les communes concernées par un coût d'investissement et d'exploitation de stations de délivrance de titres sécurisés (CNI passeport) À titre indicatif, en 2023 s'élevait à 18 500€.

## D. ÉTAT DES RECETTES

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Évolution CA 2022/2023	
							Montant	%
<b>Recettes de gestion</b>	<b>4 321 869</b>	<b>4 239 195</b>	<b>4 042 480</b>	<b>4 100 036</b>	<b>4 247 050</b>	<b>4 654 874</b>	407 824	9.60
<i>Produits des services</i>	738 877	674 400	552 447	636 542	624 447	738 354	113 907	18.24
<i>Impôts et taxes</i>	2 328 590	2 346 053	2 282 506	2 189 405	2 304 843	2 491 173	186 330	8.08
<i>Dotations et participations</i>	1 036 823	999 306	998 386	1 051 612	1 051 877	1 128 580	76 702	7.29
<i>Autres recettes</i>	209 948	215 159	207 009	197 515	216 969	250 158	33 190	15.30
<i>Atténuations de charges</i>	7 629	4 278	2 133	24 963	48 914	46 609	-2 305	-4.71

\*CA Prévisionnel

**Produits des services** - Chapitre 70 – Augmentation des recettes liées à l'accentuation de l'utilisation par les administrés aux services municipaux (restaurant scolaire, études surveillées, garderie périscolaire).

Le remboursement de la mise à disposition du personnel de CCAS 2022 (25 000€) n'a pas pu être effectué en 2023.

Le chapitre lié aux produits des services marque une légère hausse au montant global.

Pour le BP 2024, les produits des services seront maintenus au niveau 2023 qui prenait déjà en compte les changements de modalités de fréquentation (utilisation des services municipaux plus fréquente mais sur des durées plus courtes).

**Impôts et taxes** - Chapitre 73 – Concernant les produits issus de la fiscalité, on constate une augmentation liée principalement au dynamisme des bases d'imposition et une hausse également de la taxe additionnelle (104 000€ en 2022 contre 115 577€ en 2023).

**Autres recettes** - Chapitre 75 - Hausse des produits de gestion courante liée principalement à la reprise des locations de salles (environ 20 950€)

- Chapitre 77 « Produits exceptionnels » une augmentation liée à la vente du bâtiment situé 2 rue du couvent (210 000€) et reprise des dotations de subventions de l'exercice 2023 (opérations d'ordres pour 29 658€).

**Atténuation de charges** - Chapitre 013 - Remboursements sur rémunérations du personnel légère baisse par rapport au CA 2022. Cependant, le montant reste élevé (remboursement indemnités journalières d'agents en arrêt maladie ou accident de travail).

## 2 SITUATION FINANCIÈRE 2023 ET ORIENTATIONS 2024 - DÉPENSES

### A. ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE 2018 à 2023

L'évolution des dépenses à caractère général en 2023 s'expliquent principalement par des facteurs exogènes que la commune ne peut maîtriser :

- Une augmentation significative du coût de l'énergie ainsi qu'une augmentation générale due à l'inflation des matières premières et fournitures.
- Une hausse de la masse salariale due à des décisions au niveau national. (*Revalorisation du point d'indice de 3.5% au 01/07/2022 avec effet sur une année pleine et de 1.5% au 01/07/2023, ainsi qu'au reclassement indiciaire suite à la revalorisation du SMIC*)

#### LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

##### SITUATION 2023

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Évolution CA 2022/2023	
							Montant	%
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>3 162 697</b>	<b>3 110 252</b>	<b>2 928 213</b>	<b>3 058 015</b>	<b>3 285 112</b>	<b>3 514 935</b>	<b>229 823</b>	<b>7.00</b>
<i>Charges à caractère général</i>	872 979	825 912	755 640	842 138	902 843	975 530	72 687	8.05
<i>Charges de personnel</i>	2 011 377	2 001 009	1 995 866	2 006 094	2 175 459	2 325 616	150 157	6.90
<i>Atténuations de produits</i>	36 349	31 860	32 561	32 977	31 908	26 412	-5 496	-17.22
<i>Autres charges de gestion courante</i>	241 992	251 470	144 146	176 806	174 902	187 377	12 475	7.13

\*CA Prévisionnel

Des dépenses réelles de fonctionnement en augmentation dues à la crise énergétique et la guerre en Ukraine.

L'inflation a provoqué une hausse des dépenses d'énergie, électricité, chauffage et produits alimentaires mais également des dépenses de personnel.

**Charges à caractère général** - Chapitre 011 - Des charges à caractère général en hausse

- Énergie électricité : augmentation des prix de l'énergie de 19,2% sur les 12 derniers mois et le gaz a augmenté de 30 %,
- Alimentation : Hausse des produits dont l'approvisionnement est sous tension (céréales, etc.) de 11,8% sur 2022 et 7% en plus en 2023 avec une orientation qui persiste à la hausse
- Entretien matériel roulant augmentation dû à l'usure de certains véhicules + 6 948€
- Remboursement autres organismes – 87 411€ sur 2023 (forfait école Jeanne d'Arc : régularisation 2021/2022 + 2022/2023)

**Charges de personnel** - Chapitre 012 - De nouveau en hausse dû aux réformes mises en place

- Augmentation de la valeur du point d'indice juillet 2023
- Remplacements de personnel,
- Augmentation des cotisations

## LA MASSE SALARIALE

### 1- Situation 2023

#### Le personnel communal

Le chapitre 012 correspond à la masse salariale de la commune soit 2 325 615,98 € (hors mises à disposition, prestations de services et remboursements sur rémunérations du personnel)

BP 2023 = 2 330 000 €

Les charges de personnel représentent 58 % des dépenses réelles de fonctionnement, pour 65 agents et 1 saisonnier en 2023.

Désignation	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023*
Total Général des dépenses de fonctionnement (a) ( Ordre + Réel)	3 792 926.06	3 766 492.40	3 718 675.51	3 558 791.92	3 727 272.52	3 940 469.65	3 795 275.86	3 633 026.13	3 978 029.07	4 394 884.68
opérations d'ordre (b)	229 623.51	183 749.67	343 957.99	252 693.41	430 723.43	701 739.49	747 887.66	468 327.09	604 626.13	806 230.03
Base de calcul pour déterminer le ratio d= (a-b)	3 563 302.55	3 582 742.73	3 374 717.52	3 306 098.51	3 296 549.09	3 238 730.16	3 047 388.20	3 164 699.04	3 373 402.94	3 588 654.65
Charges de personnel	2 161 393.25	2 156 898.26	2 076 436.36	2 100 408.79	2 011 377.09	2 001 008.96	1 995 865.72	2 006 094.45	2 175 459.25	2 325 615.98
Remboursement Lié à la mise à disposition de personnel + prestations de services	29 169.60	20 551.00	21 859.95	51 451.75	130 631.66	121 205.75	160 305.61	136 403.57	184 917.06	210 671.53
Remboursement CUI ( MSA-ASP)	33 275.00	45 878.04	80 929.26	85 292.39	25 727.65	-				
Remboursements sur rémunérations du personnel et autres charges sociales	18 726.82	11 255.82	35 348.32	969.69	7 629.36	2 594.78	2 132.76	24 962.50	48 914.48	46 609.48
Charges de personnel	2 080 221.83	2 079 213.40	1 938 298.83	1 962 694.96	1 847 388.42	1 877 208.43	1 833 427.35	1 844 728.38	1 941 627.71	2 068 334.97
Taux d'évolution des charges de personnel par année		-0.05%	-6.78%	1.26%	-5.87%	1.61%	-2.33%	0.62%	5.25%	6.53%
Ratios = e / d Charges de personnel /base de calcul	58%	58%	57%	59%	56%	58%	60%	58%	58%	58%

\*résultats previsionnels 2023

Sur le remboursement lié à la mise à disposition de personnel

L'année 2020 a fait l'objet de régularisation au titre des années 2019 sur la mise à disposition du service Urbanisme.

En 2021, a été régularisé le travail de ce même service sur la zone du marchais sillon.

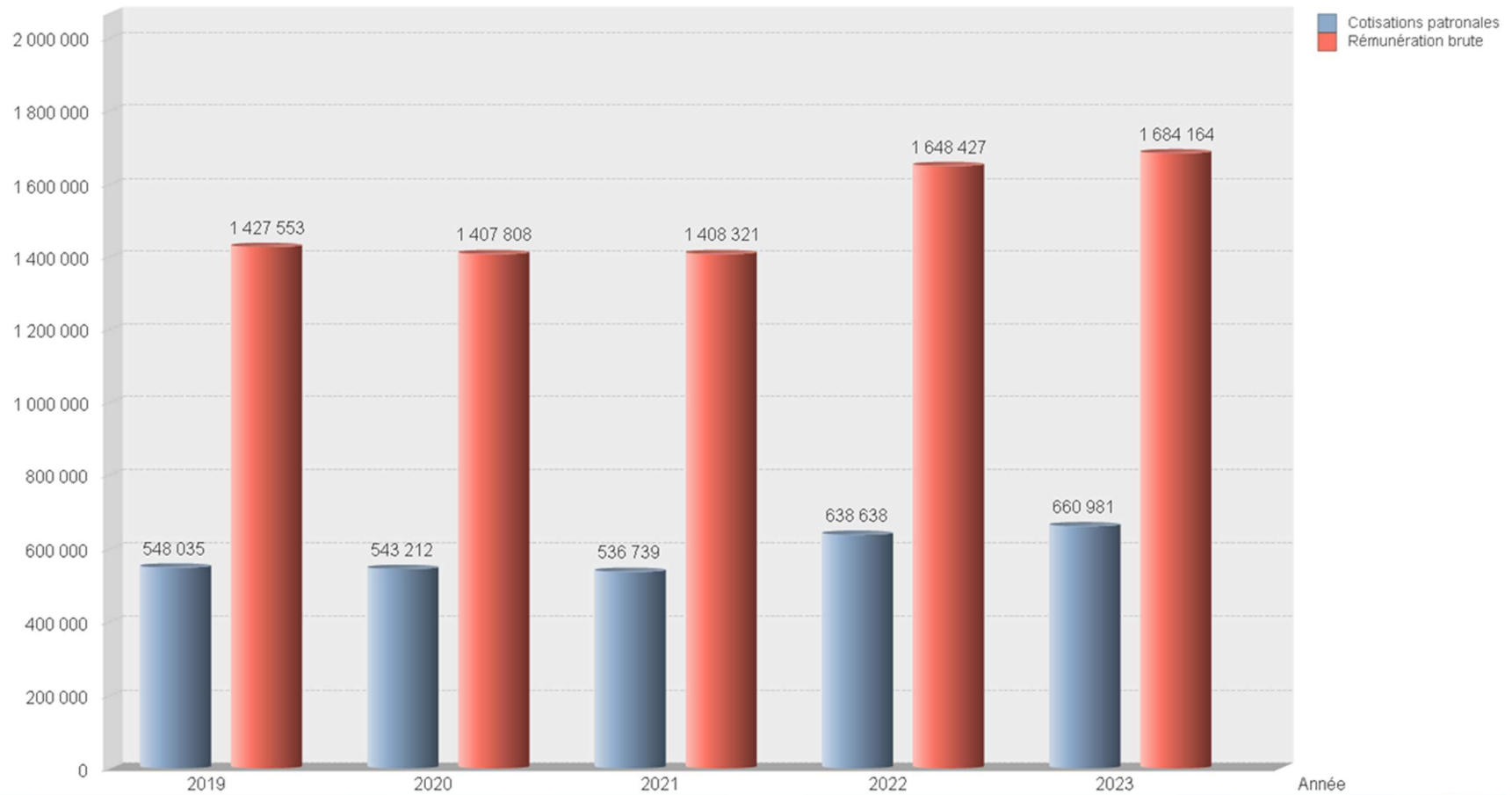
En 2022, stabilisation des services mise à disposition.

Les crédits ont été augmentés en 2023 compte tenu de la mise en œuvre de la prestation de service liée aux marchés publics et seront reconduits pour les mêmes montants en 2024.

L'évolution de la masse salariale en 2023 est due en partie à :

- Augmentation du point d'indice de 1,5% au 1/07/2023
- Reclassement indiciaire du SMIC

Masse salariale de 2018 à 2023



### 3 LA DETTE DE LA COMMUNE

#### 1. ENDETTEMENT PLURIANNUEL DES EMPRUNTS À COMPTER DE 2024

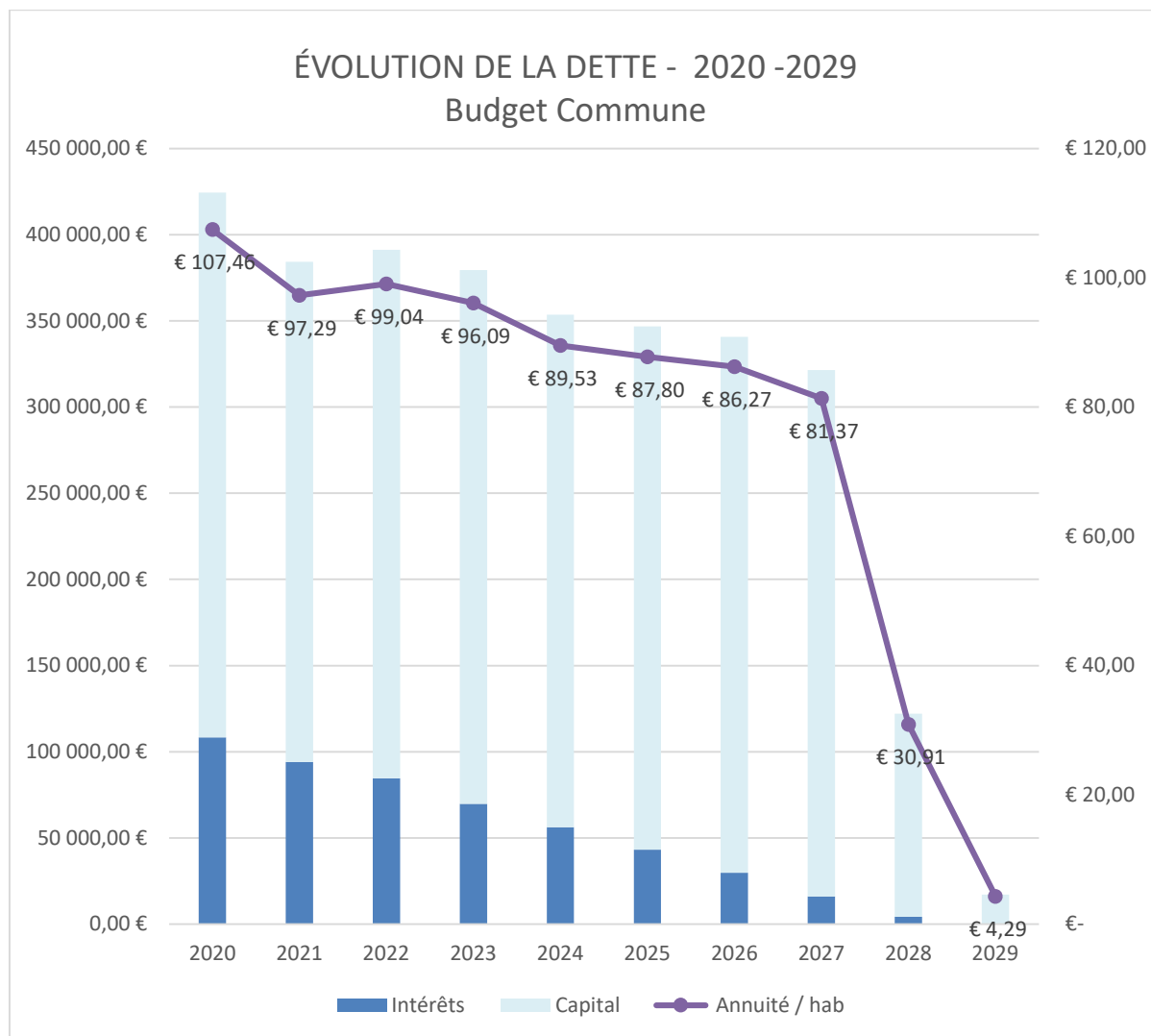
BUDGET COMMUNE									
Objet de l'emprunt	Date d'obtention	Taux	Durée-Mois	Annuités					
				2024	2 025	2026	2027	2028	2029
CONSTRUCTION DES ATELIERS	23/02/2007	4.15%	240	46 117.79	44 417.45	42 734.39	41 051.34		
FINANCEMENT INVESTISSEMENTS	23/01/2012	4.56%	192	115 563.90	115 563.90	115 563.90	115 563.90		
PRET CE VALORISATION DU PATRIMOINE	24/07/2012	4.80%	180	62 115.55	59 495.10	56 899.55	40 970.87		
INVESTISSEMENT 2013 (VOIES DOUCES 1%)	23/08/2013	3.29%	180	60 903.98	59 181.89	57 421.64	55 680.47	53 939.25	
ACQUISITION DE LA POSTE-2	12/11/2003	4.65%	240						
EXTENSION MAIRIE & REHABILITATION MAISON	25/09/2003	4.71%	300	68 138.28	68 138.28	68 138.28	68 138.28	68 138.28	17 034.91
PRET RUE des ROCHES+CENTRE VILLE	24/07/2012	4.80%	180	812.17					
<b>Total Annuités</b>				<b>353 651.67</b>	<b>346 796.62</b>	<b>340 757.76</b>	<b>321 404.86</b>	<b>122 077.53</b>	<b>17 034.91</b>

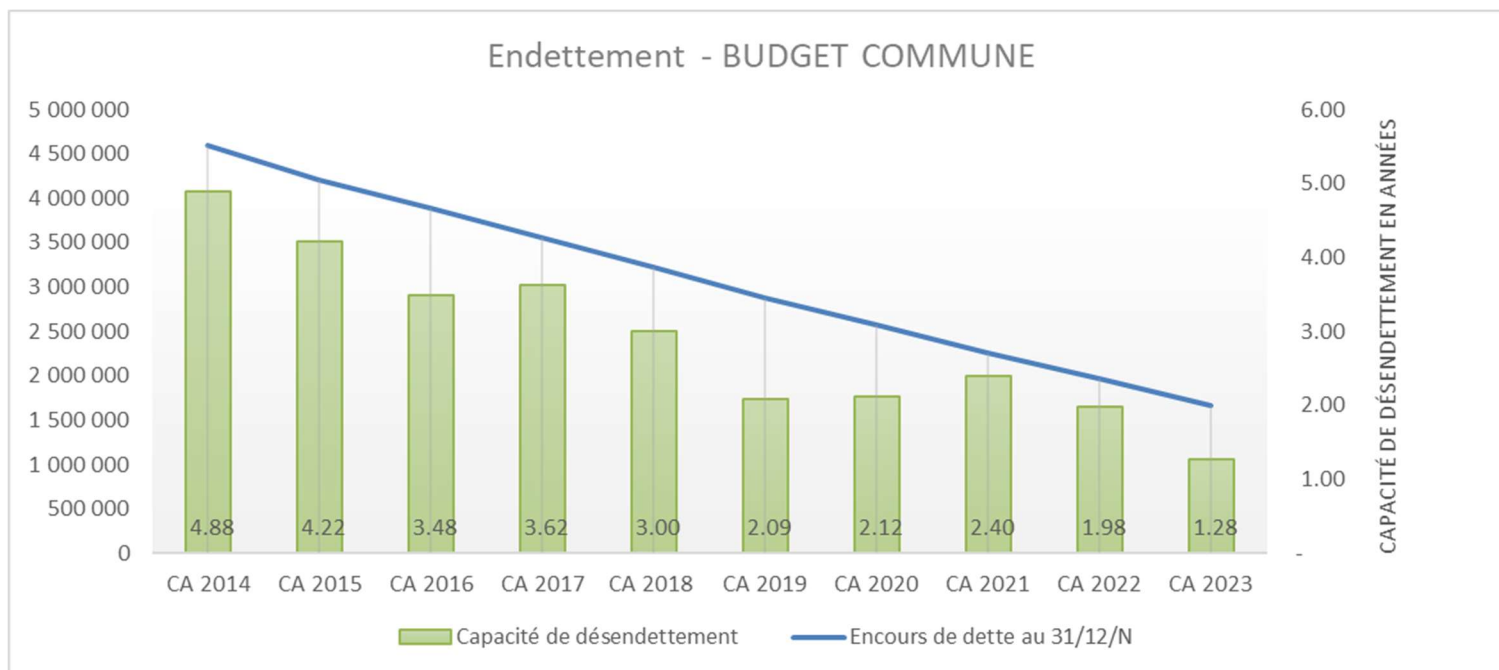
  

BUDGET COMMUNE	Annuité	Intérêts	Capital	Capital restant dû
2024	353 651.67 €	56 221.75 €	297 429.92 €	1 352 191.85 €
2025	346 796.62 €	43 151.70 €	303 644.92 €	1 054 761.93 €
2026	340 757.76 €	29 758.58 €	310 999.18 €	751 117.01 €
2027	321 404.86 €	16 042.32 €	305 362.54 €	440 117.83 €
2028	122 077.53 €	4 224.30 €	117 853.23 €	134 755.29 €
2029	17 034.91 €	132.85 €	16 902.06 €	16 902.06 €



## 2. PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE- BUDGET COMMUNAL





### À TITRE D'INFORMATION : ÉTAT DES BUDGETS CONSOLIDÉS

Tous budgets	Annuité	Intérêts	Capital	Capital restant dû
2024	389 502.26 €	58 871.98 €	330 630.28 €	1 469 385.81 €
2025	382 647.16 €	44 916.86 €	337 730.30 €	1 138 755.53 €
2026	372 335.88 €	30 599.37 €	341 736.51 €	801 025.23 €
2027	333 842.94 €	16 103.62 €	317 739.32 €	459 288.72 €
2028	128 871.93 €	4 224.28 €	124 647.65 €	141 549.40 €
2029	17 034.91 €	132.85 €	16 902.46 €	16 902.46 €

## RATIOS BUDGÉTAIRES VILLE

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République

Ratio par habitant	Euros par habitant 2014	Euros par habitant 2015	Euros par habitant 2016	Euros par habitant 2017	Euros par habitant 2018	Euros par habitant 2019	Euros par habitant 2020	Euros par habitant 2021	Euros par habitant 2022	Euros par habitant 2023	Moyenne strate 3500 à 5000 hab*	Moyenne Nationale - Euros par habitant 2021
Dépenses réelles de fonctionnement Ratio 1	957	944	872	848	838	837	811	839	894	947	836	804
Produit des impositions directes Ratio 2	624	620	595	593	592	606	608	580	611	657	452	557
Recettes réelles de fonctionnement Ratio 3	1213	1206	1160	1101	1111	1193	1134	1088	1158	1289	1019	992
Dépenses d'équipement brut Ratio 4	335	352	161	268	248	399	244	715	779	731	292	686
Encours de la dette Ratio 5	1233	1107	1003	913	820	745	685	599	522	438	785	574
Dotation globale de fonctionnement Ratio 6	395	364	313	290	318	339	361	403	454	543	151	421
Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement Ratio 7	58%	58%	57%	59%	56%	58%	60%	58%	58%	58%	53.0%	58.0%
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement - Ratio 9	86%	85%	82%	85%	83%	77%	79%	84%	84%	80%	89.9%	89.0%
Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement Ratio 10	27.64%	29.22%	13.89%	24.37%	22.35%	33.46%	21.47%	65.74%	67.25%	56.71%	28.6%	69.12%
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	102%	92%	87%	83%	74%	62%	60%	55%	45%	34%	76.7%	58.0%

\*Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2017 - année de référence 2014) ; calculs DGC/Les montants sont calculés hors gestion active de la dette. Champ : France métropolitaine.

## 4 Capacités financières de la ville

### Synthèse - BUDGET COMMUNE

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
<b>Recettes de gestion</b>	<b>4 468 075</b>	<b>4 547 151</b>	<b>4 335 353</b>	<b>4 199 372</b>	<b>4 321 869</b>	<b>4 239 195</b>	<b>4 042 480</b>	<b>4 100 036</b>	<b>4 247 050</b>	<b>4 654 874</b>
<i>Produits des services</i>	673 094	620 489	598 177	635 211	738 877	674 400	552 447	636 542	624 447	738 354
<i>Impôts et taxes</i>	2 322 809	2 355 570	2 302 927	2 310 117	2 328 590	2 346 053	2 282 506	2 189 405	2 304 843	2 491 173
<i>Dotations et participations</i>	1 229 399	1 355 235	1 203 569	1 021 281	1 036 823	999 306	998 386	1 051 612	1 051 877	1 128 580
<i>Autres recettes</i>	224 046	204 601	195 331	231 793	209 948	215 159	207 009	197 515	216 969	250 158
<i>Atténuations de charges</i>	18 727	11 256	35 348	970	7 629	4 278	2 133	24 963	48 914	46 609
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>3 393 789</b>	<b>3 318 989</b>	<b>3 203 421</b>	<b>3 143 159</b>	<b>3 162 697</b>	<b>3 110 252</b>	<b>2 928 213</b>	<b>3 058 015</b>	<b>3 285 112</b>	<b>3 514 935</b>
<i>Charges à caractère général</i>	932 623	886 122	845 558	763 053	872 979	825 912	755 640	842 138	902 843	975 530
<i>Charges de personnel</i>	2 161 393	2 156 898	2 076 436	2 100 409	2 011 377	2 001 009	1 995 866	2 006 094	2 175 459	2 325 616
<i>Atténuations de produits</i>	16 249	21 521	24 722	37 311	36 349	31 860	32 561	32 977	31 908	26 412
<i>Autres charges de gestion courante</i>	283 524	254 448	256 705	242 387	241 992	251 470	144 146	176 806	174 902	187 377
<b>Épargne de gestion</b>	<b>1 074 286</b>	<b>1 228 162</b>	<b>1 131 932</b>	<b>1 056 213</b>	<b>1 159 171</b>	<b>1 128 944</b>	<b>1 114 267</b>	<b>1 042 021</b>	<b>961 938</b>	<b>1 139 939</b>
<i>Produits financiers</i>	19	14	13	12	11	11	10	10	10	19
<i>Charges financières</i>	170 432	243 113	155 016	141 403	127 705	115 384	101 391	90 547	79 021	64 182
<i>Résultat financier</i>	-170 413	-243 099	-155 003	-141 391	-127 694	-115 373	-101 382	-90 537	-79 010	-64 163
<i>Résultats financier - Dette projetée</i>										
<i>Produits exceptionnels</i>	47 654	31 865	153 933	90 187	47 910	378 281	219 018	5 063	121 623	229 939
<i>Charges exceptionnelles</i>	11 796	20 640	16 280	21 536	6 146	13 094	17 784	16 137	3 970	2 453
<i>Résultat exceptionnel</i>	35 857	11 225	137 653	68 651	41 763	365 186	201 234	-11 074	117 653	227 486
<b>Épargne brute ( Hors Exceptionnel)</b>	<b>903 873</b>	<b>985 063</b>	<b>976 929</b>	<b>914 822</b>	<b>1 031 477</b>	<b>1 013 571</b>	<b>1 012 886</b>	<b>951 484</b>	<b>882 927</b>	<b>1 075 775</b>
Taux d'épargne brute	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Remboursement du capital de la dette</i>	327 819	317 534	326 124	335 498	340 501	313 144	318 319	292 499	303 487	306 884
<i>Emprunt nouveau</i>										
<b>Épargne nette</b>	<b>576 054</b>	<b>667 529</b>	<b>650 805</b>	<b>579 324</b>	<b>690 976</b>	<b>700 427</b>	<b>694 567</b>	<b>658 985</b>	<b>579 440</b>	<b>768 892</b>
<i>Recettes d'investissement</i>	382 603	811 460	328 126	299 410	450 578	344 885	508 800	393 816	1 299 524	1 477 882
<i>Dépenses d'investissement</i>	1 248 111	1 337 897	623 489	1 045 178	976 713	1 545 192	915 043	2 698 833	2 937 876	2 770 301
<b>Besoin de financement</b>	<b>-289 454</b>	<b>141 091</b>	<b>355 442</b>	<b>-166 444</b>	<b>164 842</b>	<b>-499 880</b>	<b>288 323</b>	<b>-1 646 033</b>	<b>-1 058 912</b>	<b>-523 527</b>
<i>Emprunt nouveau</i>										
<b>Solde global disponible</b>										
<i>Module dette - Encours de dette</i>	4 590 133	4 201 415	3 883 981	3 558 313	3 223 967	2 884 844	2 575 002	2 258 915	1 968 727	1 662 044
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>5.08</b>	<b>4.27</b>	<b>3.98</b>	<b>3.89</b>	<b>3.13</b>	<b>2.85</b>	<b>2.54</b>	<b>2.37</b>	<b>2.23</b>	<b>1.54</b>
						ok	ok	ok		
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-253 597</b>	<b>1 584 362</b>	<b>493 095</b>	<b>-97 793</b>	<b>206 605</b>	<b>-134 694</b>	<b>489 557</b>	<b>-1 657 107</b>	<b>-941 258</b>	<b>-303 125</b>
<b>Excédent ou déficit de fonctionnement reporté ( 002)</b>	863 399.47	737 725.48	604 457.03	959 789.00	1 025 735.46	1 568 783.58	1 474 085.89	428 812.31	900 894.80	964 291.67
<b>Solde d'exécution d'investissement reporté ( 001)</b>	-228 780.44	-336 210.09	-675 045.93	-15 380.85	-377 355.81	-263 191.87	-998 279.57	-124 516.30	-668 016.70	-2 027 100.87
<b>Excédent de fonctionnement capitalisé (1068)</b>	1 611 946.19	382 384.78	1 006 804.94	481 902.68	680 138.01	229 530.64	924 622.53	1 585 689.54	0.00	354 428.90
<b>Résultat de clôture</b>	<b>1 992 968</b>	<b>2 368 262</b>	<b>1 429 311</b>	<b>1 328 517</b>	<b>1 535 122</b>	<b>1 400 429</b>	<b>1 889 986</b>	<b>232 878</b>	<b>-708 380</b>	<b>-1 011 505</b>
<i>Restes à réaliser +/-</i>	-408 606	-331 759	-466 521	-302 782	-127 258	73 657.04	-1 461 173.24	2 692 350.94	1 672 671.97	1 454 473.91
<b>Solde global de clôture</b>	<b>1 584 362</b>	<b>2 036 503</b>	<b>962 790</b>	<b>1 025 735</b>	<b>1 407 864</b>	<b>1 474 085.89</b>	<b>428 812.31</b>	<b>2 925 229.04</b>	<b>964 291.67</b>	<b>442 968.80</b>

\*résultats prévisionnels 2023

#### Les Soldes intermédiaires de gestion

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

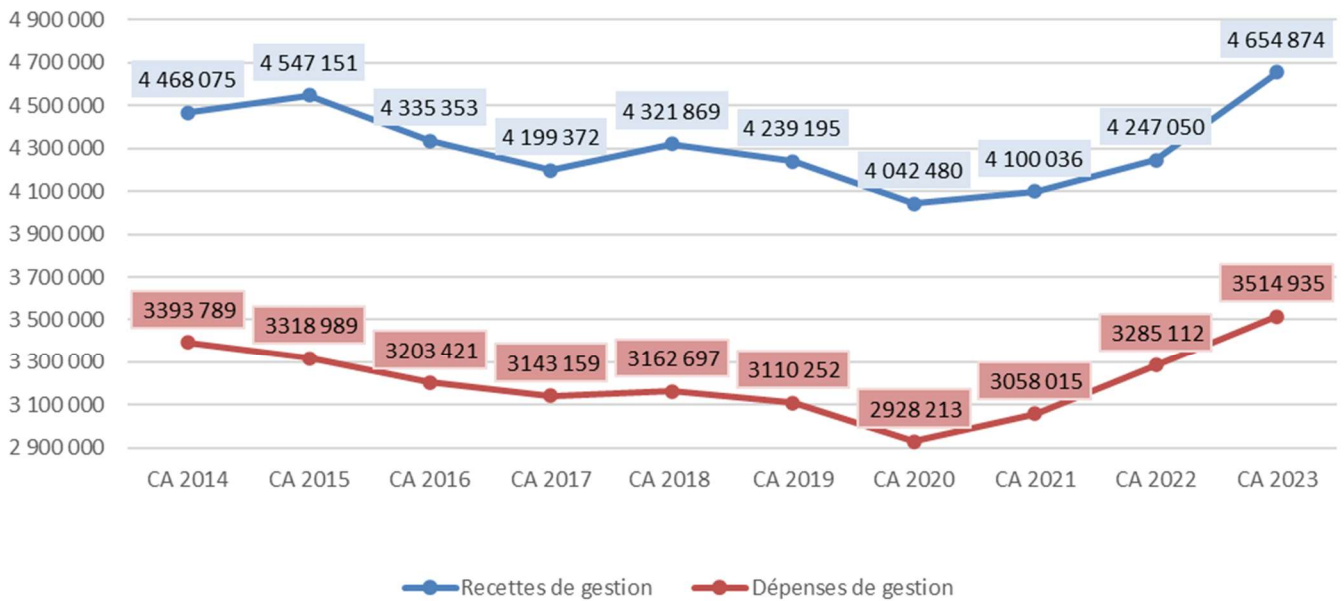
**Épargne de gestion** = Elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

**Épargne brute** = Elle correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette). L'épargne brute constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice. Elle s'assimile à la « Capacité d'autofinancement » (CAF) utilisée en comptabilité privée.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

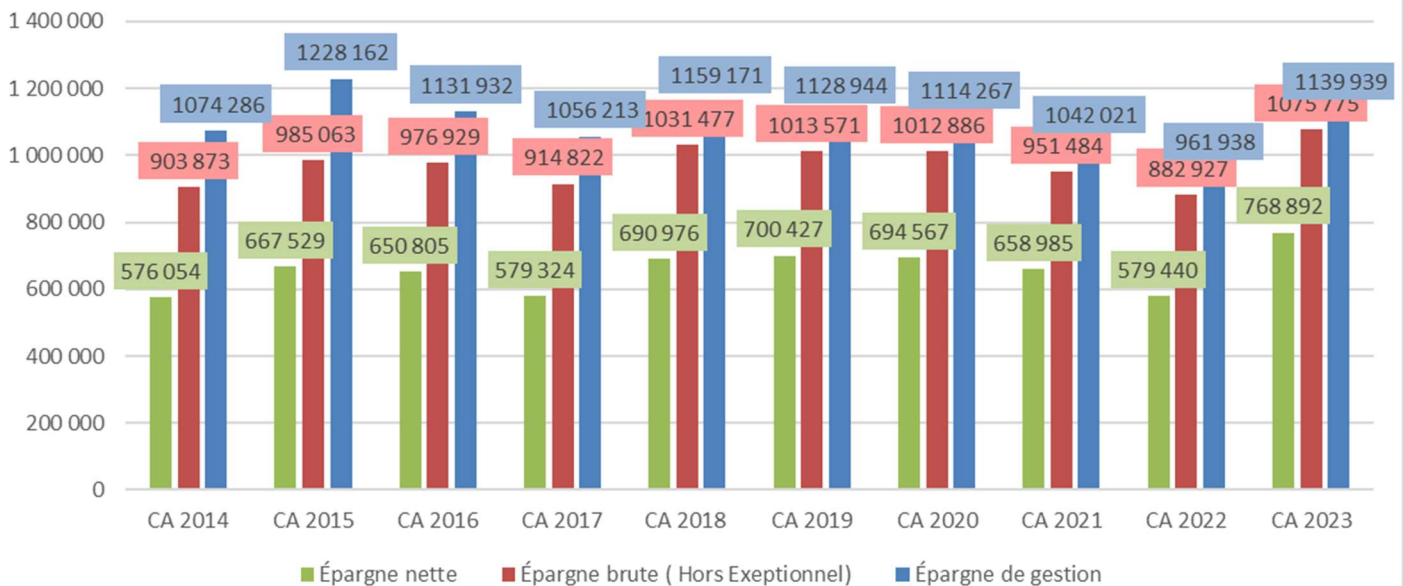
**Épargne nette** = Elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

## ÉVOLUTIONS DES DÉPENSES ET RECETTES DE GESTION



\*résultats prévisionnels 2023

## ÉVOLUTION DES ÉPARGNES 2014 /2023\*



\*résultats prévisionnels 2023

## 5 SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE EN 2023

Ces résultats, encore provisoires, sont des données essentielles qui serviront de base pour bâtir le budget primitif 2024.

**Les résultats de 2022 sont également indiqués pour rappel.**

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Dépenses	3 972 729.07 €	3 263 234.04 €	7 235 963.11 €	4 394 884.35 €	3 110 392.30 €	7 505 276.65 €
Recettes	4 390 554.84 €	1 904 149.87 €	6 294 704.71 €	4 917 942.26 €	2 284 209.58 €	7 202 151.84 €
<b>Résultats</b>	<b>417 825.77 €</b>	<b>-1 359 084.17 €</b>	<b>-941 258.40 €</b>	<b>523 057.91 €</b>	<b>-826 182.72 €</b>	<b>-303 124.81 €</b>
Excédent N-1	900 894.80 €		900 894.80 €	964 291.67 €		964 291.67 €
1068					354 428.90 €	
Déficit N-1		668 016.70 €	668 016.70 €		2 027 100.87 €	2 027 100.87 €
Résultat	1 318 720.57 €	-2 027 100.87 €	-708 380.30 €	1 487 349.58 €	-2 498 854.69 €	-1 011 505.11 €
RAR Dépenses		1 047 800.67 €	1 047 800.67 €		1 067 878.39 €	1 067 878.39 €
RAR Recettes		2 720 472.64 €	2 720 472.64 €		2 522 352.30 €	2 522 352.30 €
Résultat net	1 318 720.57 €	-354 428.90 €	964 291.67 €	1 487 349.58 €	-1 044 380.78 €	442 968.80 €
	<b>2023</b>			<b>2024</b>		
002 - Solde d'exécution de la section	964 291.67 €		964 291.67 €	442 968.80 €		442 968.80 €
001 - Solde d'exécution de la section		2 027 100.87 €	2 027 100.87 €		2 498 854.69 €	2 498 854.69 €
1068 - Excédent de fonctionnement		-354 428.90 €	-354 428.90 €		-1 044 380.78 €	-1 044 380.78 €

## 6 BUDGETS CONSOLIDÉS EN ENDETTEMENT

Le **budget consolidé** consiste à tenir compte de l'ensemble des budgets de la commune.

À ce stade, la rétrospective prend en compte le budget principal mais également ses budgets annexes non autonomes (Camping, Eau et Assainissement)

RÉTROSPECTIVE - BUDGETS CONSOLIDÉS										
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023*
Recettes de gestion - Commune	4 468 075	4 547 151	4 335 353	4 199 372	4 321 869	4 239 195	4 042 480	4 100 036	4 247 050	4 654 874
Recettes de gestion - Camping	47 222	43 792	52 613	77 993	62 884	61 949	50 363	60 827	60 376	47 865
Recettes de gestion - Eau	146 662	177 896	177 680	143 292	152 079	239 379	195 866	172 784	138 023	171 406
Recettes de gestion - Assainissement	150 731	165 256	235 073	71 711	225 147	142 845	142 031	121 035	127 830	190 342
<b>Recettes de Gestion - Consolidées</b>	<b>4 812 689</b>	<b>4 934 095</b>	<b>4 800 719</b>	<b>4 492 368</b>	<b>4 761 978</b>	<b>4 683 368</b>	<b>4 430 740</b>	<b>4 454 682</b>	<b>4 573 279</b>	<b>5 064 487</b>
Dépenses de gestion - Commune	3 393 789	3 318 989	3 203 421	3 143 159	3 162 697	3 110 252	2 928 213	3 058 015	3 285 112	3 514 935
Dépenses de gestion - Camping	45 093	41 508	48 169	76 458	74 385	76 540	50 719	50 459	52 978	55 662
Dépenses de gestion - Eau	125 399	120 692	137 821	121 432	123 450	111 743	141 877	107 891	120 205	108 532
Dépenses de gestion - Assainissement	15 224	24 789	15 505	16 426	15 857	19 397	31 942	16 600	17 620	19 528
<b>Dépenses de gestion Consolidées</b>	<b>3 579 505</b>	<b>3 505 978</b>	<b>3 404 916</b>	<b>3 357 475</b>	<b>3 376 389</b>	<b>3 317 932</b>	<b>3 152 752</b>	<b>3 232 965</b>	<b>3 475 916</b>	<b>3 698 658</b>
<b>Épargne de gestion</b>	<b>1 233 184</b>	<b>1 428 117</b>	<b>1 395 803</b>	<b>1 134 893</b>	<b>1 385 589</b>	<b>1 365 436</b>	<b>1 277 988</b>	<b>1 221 718</b>	<b>1 097 364</b>	<b>1 365 829</b>
Produits financiers Commune	19	14	13	12	11	11	10	10	10	19
Produits financiers camping	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers Eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits Financiers assainissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Produits financiers Consolidés</b>	<b>19</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>19</b>
Charges financières commune	170 432	243 113	155 016	141 403	127 705	115 384	101 391	90 547	79 021	64 182
Charges financières Camping	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges Financiere Eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges Financiere Assainissement	9 674	9 100	8 457	7 178	7 224	5 492	7 342	5 020	5 020	5 020
<b>Charges Financières Consolidées</b>	<b>180 105</b>	<b>252 214</b>	<b>163 474</b>	<b>148 581</b>	<b>134 929</b>	<b>120 876</b>	<b>108 734</b>	<b>95 567</b>	<b>84 041</b>	<b>69 202</b>
<b>Épargne brute</b>	<b>1 053 098</b>	<b>1 175 918</b>	<b>1 232 329</b>	<b>986 324</b>	<b>1 250 671</b>	<b>1 244 572</b>	<b>1 169 264</b>	<b>1 126 161</b>	<b>1 013 333</b>	<b>1 296 646</b>
Résultats financiers Commune	-170 413	-243 099	-155 003	-141 391	-127 694	-115 373	-101 382	-90 537	-79 010	-64 163
Résultats financiersCamping	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultats financiers Eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultats financiers assainissement	-9 674	-9 100	-8 457	-7 178	-7 224	-5 492	-7 342	-5 020	-5 020	-5 020
<b>Résultats financiers Consolidés</b>	<b>-180 086</b>	<b>-252 200</b>	<b>-163 460</b>	<b>-148 569</b>	<b>-134 918</b>	<b>-120 865</b>	<b>-108 724</b>	<b>-95 557</b>	<b>-84 031</b>	<b>-69 183</b>
Résultats exeptionnels commune	35 857	11 225	137 653	68 651	41 763	365 186	201 234	-11 074	117 653	227 486
Résultats exeptionnels Camping	3	0	11 070	0	0	1	0	0	0	0
Résultats exeptionnels Eau	40 004	0	5 500	1 539	0	0	0	0	0	0
Résultats exeptionnels Assainissement	-3 192	0	-1 500	0	0	0	0	0	0	0
<b>Résultats exeptionnels Consolidés</b>	<b>72 672</b>	<b>11 225</b>	<b>152 723</b>	<b>70 190</b>	<b>41 763</b>	<b>365 188</b>	<b>201 234</b>	<b>-11 074</b>	<b>117 653</b>	<b>227 486</b>
Remboursement Dette Commune	327 819	317 534	326 124	335 498	340 501	313 144	318 319	292 499	303 487	306 884
Remboursement Capital Dette Camping	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3
Remboursement Capital Dette Eau	7 196	7 196	7 196	7 196	7 196	7 196	7 196	5 916	5 916	5 916
Remboursement Capital Dette Assainissement	62 520	56 146	39 844	40 469	36 091	32 699	41 559	38 229	27 423	29 991
<b>Remboursement Dette du Capital</b>	<b>397 535</b>	<b>380 876</b>	<b>373 164</b>	<b>383 162</b>	<b>383 788</b>	<b>353 038</b>	<b>367 074</b>	<b>336 645</b>	<b>336 828</b>	<b>342 794</b>
<b>Épargne nette</b>	<b>548 149</b>	<b>554 067</b>	<b>848 441</b>	<b>524 782</b>	<b>773 729</b>	<b>1 135 857</b>	<b>894 700</b>	<b>682 884</b>	<b>710 128</b>	<b>1 112 154</b>
Module dette - Encours de dette- TOUS BUDGETS	5 167 241	4 708 807	4 341 207	3 968 499	3 586 488	3 204 079	2 850 268	2 489 500	2 151 145	1 814 267
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>4.91</b>	<b>4.00</b>	<b>3.52</b>	<b>4.02</b>	<b>2.87</b>	<b>2.57</b>	<b>2.44</b>	<b>2.21</b>	<b>2.12</b>	<b>1.40</b>

\*résultats prévisionnels 2023

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. (**Capacité au regard du budget consolidé (Budget principal + Budgets Annexes)**).

Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une **mesure de la solvabilité financière des collectivités** locales et exprime le nombre d'années d'épargne brute nécessaires pour rembourser la dette en capital au 1/01.

La commune est considérée en zone verte selon la doctrine financière (Zone verte jusqu'à moins de 10 ans).

**Le ratio qui diminue de façon stable et progressive à 1.42 en 2023 fait état de la bonne gestion financière des emprunts par la commune.**

## LES ORIENTATIONS 2024

Sur la base des prévisions de recettes contraintes et dans un contexte de forte inflation, compte tenu de l'impact de la crise énergétique sur la section de fonctionnement, le Budget Primitif 2024 sera établi à partir des priorités suivantes :

### **A - En Section de fonctionnement :**

Malgré ce contexte difficile, le budget de fonctionnement 2024 s'inscrit dans l'effort de gestion :

- Demande à chaque service : objectif de diminution de 3% des dépenses de fonctionnement pour tous les postes qui le permettent et maintien des autres : toute nouvelle dépense devra être dûment justifiée ;
- Les charges à caractère général seront en augmentation, hors charges nouvelles après examen des propositions des services due au contexte inflationniste ;
- De plus, les contrats de maintenance et d'assurance sont en augmentation (Assurance des véhicules : augmentation de 1 300 €) ;

**Les charges de personnel** sont estimées en tenant compte des hausses obligatoires (glissement vieillesse-technicité ; GVT, reclassement indiciaire) et du contexte propre à la commune.

En 2024, un budget estimé à 2 400 000 € est prévu.

Le budget a été préparé à partir des postulats détaillés ci-dessous.

#### Les évolutions au niveau national :

- Augmentation, sur une année pleine, de la valeur du point d'indice depuis le 01 juillet 2023 (+1.5 %) ;
- Revalorisation pour l'ensemble des agents de la collectivité de +5 points d'indice au 01 janvier 2024 ;
- Augmentation de la part patronale de la cotisation CNRACL (+1 point) ;
- Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat reconduite en 2024 (*indemnité qui permet de compenser la perte de pouvoir d'achat lorsque le traitement évolue moins vite que l'inflation*) ;

#### Les effets mécaniques de la masse salariale :

Sur la base des effectifs, les augmentations de taux de cotisations déjà prévues en 2024 sont :

- Plafond de la sécurité sociale : +5.4
- Valeur du SMIC : +1.7 %
- Cotisation CNRACL : + 1 point soit + 3.26 %

#### Les mesures appliquées par la collectivité :

- Prévisions des évolutions de carrière des agents : avancements d'échelons et de grade
- Mise en place du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)
- 1 enveloppe pour palier aux absences des agents malades

En contrepartie, des recettes estimées à 30 000 € sont attendues pour atténuer les charges de personnel : 46 000€ en 2023.

#### **Les autres charges de gestion**

Elles regroupent les subventions aux associations, les indemnités et cotisations des élus.

Elles devraient se stabiliser par rapport aux réalisations 2023.

Reconduction du montant des subventions aux associations soit 15 000€ et de l'indemnité des élus.

### **B - En Section d'investissement :**

En 2024, la commune présentera un budget primitif fidèle aux objectifs de rigueur de gestion financière, en total respect des principes de sincérité et d'équilibre budgétaires.



Confrontée comme l'ensemble des collectivités locales à un contexte inflationniste et à des perspectives incertaines, la commune se doit de construire un budget pour 2024 guidée par sa volonté de poursuivre la mise en œuvre de sa politique d'investissement et de ses engagements en faveur du territoire, en tenant compte de l'urgence de la transition écologique et des tensions économiques et sociales.

Il appartient à l'équipe municipale d'établir des priorités en adaptant ses perspectives à long terme aux réalités immédiates et aux enjeux constatés.

**En recettes d'investissement,**

- Subventions d'investissement demandées systématiquement lorsqu'une opération est identifiée comme éligible à un fonds
- Fonds de Compensation de la TVA (Récupération de 16,404% des dépenses 2023)
- Taxe d'aménagement (65 000€ inscrit au BP 2024 pour 69 883€ réalisé CA 2023)

**En dépenses d'investissement :**

- Réparation du Pont du Perray
- Poursuite et fin de la rénovation du bâtiment communal situé 7 Grande rue et de celui situé 40 rue des fossés
- Opération de travaux d'enfouissement des réseaux : Section Hautes Vernes / Égreffin (Voie douce programmée en 2025)
- Poursuite du programme de rénovation des voiries
- Achat de matériel pour les services municipaux
- Poursuite du programme de rénovation du système de vidéoprotection

Enfin comme à chaque exercice, la section d'investissement réservera des crédits pour financer les travaux relatifs à l'espace public, à l'entretien du patrimoine bâti et aux renouvellements de matériels.

**En conclusion, l'équipe municipale abordera l'année 2024 en maintenant une politique d'investissement ambitieuse conformément à ses engagements de début de mandat, tout en restant vigilant sur l'évolution des réformes en cours et de l'impact de la crise sanitaire sur les finances locales.**

# LA SYNTHÈSE ET LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES

## BUDGET CAMPING

### Synthèse - BUDGET CAMPING

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
<b>Recettes de gestion</b>	<b>62 884</b>	<b>61 949</b>	<b>50 363</b>	<b>60 827</b>	<b>60 376</b>	<b>47 865</b>
<i>Produits des services</i>	-	-	-	77.32	343	-
<i>Impôts et taxes</i>	62 884.44	61 948.57	50 362.61	60 749.64	60 034	47 865
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>74 385</b>	<b>76 540</b>	<b>50 719</b>	<b>50 459</b>	<b>52 978</b>	<b>55 662</b>
<i>Charges à caractère général</i>	26 971.80	24 970.24	14 435.02	16 876.75	17 978	13 168
<i>Charges de personnel</i>	47 413.00	48 000.00	34 000.00	33 580.00	35 000	42 445
<i>Atténuation de charges</i>	-	3 570.01	2 284.20	-	-	-
<i>Autres charges</i>	-	-	-	2.00	-	49.13
<b>Épargne de gestion</b>	<b>- 11 500</b>	<b>- 14 592</b>	<b>- 357</b>	<b>10 368</b>	<b>7 399</b>	<b>- 7 797</b>
<i>Produits financiers</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Charges financières</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Résultat financier</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Produits exceptionnels</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Charges exceptionnelles</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Résultat exceptionnel</i>	-	1.20	-	-	-	-
<b>Épargne brute</b>	<b>- 11 500</b>	<b>- 14 592</b>	<b>- 357</b>	<b>10 368</b>	<b>7 399</b>	<b>- 7 797</b>
Taux d'épargne brute	-	-	-	-	-	-
Remboursement du capital de la dette	-	-	-	-	-	-
<b>Épargne nette</b>	<b>- 11 500</b>	<b>- 14 592</b>	<b>- 357</b>	<b>10 368</b>	<b>7 399</b>	<b>- 7 797</b>
<i>Recettes d'investissement</i>	-	-	-	-	0	0
<i>Dépenses d'investissement</i>	6 736.09	7 454.32	2 965.66	5 347.23	2 793.64	890.00
<b>Besoin de financement</b>	<b>- 18 236</b>	<b>- 22 046</b>	<b>- 3 322</b>	<b>5 021</b>	<b>4 605</b>	<b>8 687</b>
<i>Emprunt nouveau</i>	-	-	-	-	0	0
<b>Solde global disponible</b>					<b>0</b>	
<i>Module dette - Encours de dette</i>	-	-	-	-	-	-
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>- 18 236.45</b>	<b>- 22 046.00</b>	<b>- 3 322.27</b>	<b>5 020.98</b>	<b>4 605.03</b>	<b>- 8 687.16</b>
<b>Excédent ou déficit de fonctionnement reporté ( 002)</b>	8 168.59	- 8 249.41	- 26 682.49	- 33 921.78	- 24 388.57	- 30 056.36
<b>Solde d'exécution d'investissement reporté ( 001)</b>	- 2 758.57	- 97.15	- 3 611.72	305.30	- 4 206.93	6 065.89
<b>Excédent de fonctionnement capitalisé (1068)</b>	4 479.87	97.15	-	-	-	-
<b>Résultat de clôture</b>	<b>- 8 346.56</b>	<b>- 30 295.41</b>	<b>- 33 616.48</b>	<b>- 28 595.50</b>	<b>- 23 990.47</b>	<b>- 32 677.63</b>
Restes à réaliser +/-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde global de clôture</b>	<b>- 8 346.56</b>	<b>- 30 295.41</b>	<b>- 33 616.48</b>	<b>- 28 595.50</b>	<b>- 23 990.47</b>	<b>- 32 677.63</b>

Ces résultats, encore provisoires, sont des données essentielles qui serviront de base pour bâtir le budget primitif 2024

**Les résultats de 2022 sont également indiqués pour rappel**

RÉSULTAT	2022 CAMPING			2023 CAMPING		
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Dépenses	66 044.26 €	2 793.64 €	68 837.90 €	61 564.65 €	890.00 €	62 454.65 €
Recettes	60 376.47 €	13 066.46 €	73 442.93 €	47 865.26 €	5 902.23 €	53 767.49 €
Excédent N-1			0.00 €		6 065.89 €	6 065.89 €
Déficit N-1	24 388.57 €	4 206.93 €	28 595.50 €	30 056.36 €		30 056.36 €
Résultat	<b>-30 056.36 €</b>	6 065.89 €	-23 990.47 €	<b>-43 755.75 €</b>	11 078.12 €	-32 677.63 €
RAR Dépenses			0.00 €			0.00 €
RAR Recettes			0.00 €			0.00 €
Résultat net	-30 056.36 €	6 065.89 €	-23 990.47 €	-43 755.75 €	11 078.12 €	-32 677.63 €
	2023			2024		
002 - Solde d'exécution de la section fonctionnement	-30 056.36 €		-30 056.36 €	-43 755.75 €		-43 755.75 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement		6 065.89 €	6 065.89 €		11 078.12 €	11 078.12 €
1068 - Excédent de fonctionnement			0.00 €			0.00 €

\*résultats prévisionnels 2023

# BUDGET EAU

## Synthèse - BUDGET EAU

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
<b>Recettes de gestion</b>	<b>152 078.51</b>	<b>239 378.53</b>	<b>195 866.47</b>	<b>172 784.24</b>	<b>138 023</b>	<b>171 406</b>
<i>Produits des services</i>	146 329.78	234 068.77	190 150.37	166 509.58	131 720	165 063
<i>Impôts et taxes</i>		-	-	-	0	0
<i>Dotations et participations</i>					0	0
<i>Autres recettes</i>	5 748.73	5 309.76	5 716.10	6 274.66	6 304	6 344
<i>Atténuations de charges</i>					0	0
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>123 450.25</b>	<b>111 742.72</b>	<b>141 877.44</b>	<b>107 890.71</b>	<b>120 205</b>	<b>108 532</b>
<i>Charges à caractère général</i>	123 450.25	111 742.72	141 877.44	107 890.71	120 205	105 363
<i>Charges de personnel</i>		-	-	-	0	0
<i>Atténuations de produits</i>						
<i>Autres charges de gestion courante</i>						3 170
<b>Épargne de gestion</b>	<b>28 628</b>	<b>127 636</b>	<b>53 989</b>	<b>64 894</b>	<b>17 818</b>	<b>62 874</b>
<i>Produits financiers</i>						
<i>Charges financières</i>						
<i>Résultat financier</i>						
<i>Produits exceptionnels</i>						
<i>Charges exceptionnelles</i>						
<i>Résultat exceptionnel</i>	-	-				
<b>Épargne brute</b>	<b>28 628</b>	<b>127 636</b>	<b>53 989</b>	<b>64 894</b>	<b>17 818</b>	<b>62 874</b>
Taux d'épargne brute		0.53	0.28	0.38	13%	37%
Remboursement du capital de la dette	7 196	7 196	7 196	5 916	5 916	5 916
<b>Épargne nette</b>	<b>21 432</b>	<b>120 440</b>	<b>46 793</b>	<b>58 978</b>	<b>11 902</b>	<b>56 958</b>
<i>Recettes d'investissement</i>	-	-	-	-	-	37 321.00
<i>Dépenses d'investissement</i>				44 650.71	3 729.60	8 631.77
<b>Besoin de financement</b>	<b>21 432</b>	<b>120 440</b>	<b>46 793</b>	<b>14 327</b>	<b>8 172</b>	<b>85 647</b>
<i>Emprunt nouveau</i>		-	-	-	-	
<b>Solde global disponible</b>						
<i>Module dette - Encours de dette</i>	68 916.00	68 916.00	61 720.00	54 524.00	47 328.00	41 412.00
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>2.41</b>	<b>0.54</b>	<b>1.14</b>	<b>0.84</b>	<b>2.66</b>	<b>0.66</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>21 432.26</b>	<b>120 439.81</b>	<b>46 793.03</b>	<b>14 326.82</b>	<b>8 172.41</b>	<b>85 646.97</b>
<b>Excédent ou déficit de fonctionnement reporté ( 002)</b>	53 084.15	45 349.08	82 049.01	110 419.09	154 793.84	105 538.23
<b>Solde d'exécution d'investissement reporté ( 001)</b>	- 112 907.18	- 83 739.88	- 54 572.56	29 167.30	21 093.41	56 547.39
<b>Excédent de fonctionnement capitalisé (1068)</b>	-	-	54 572.56		20 212.78	
<b>Résultat de clôture</b>	<b>- 38 390.77</b>	<b>82 049.01</b>	<b>128 842.04</b>	<b>153 913.21</b>	<b>162 085.62</b>	<b>247 732.59</b>
Restes à réaliser +/-			9 784.40	880.63	16 395.90	- 450 667.93
<b>Solde global de clôture</b>	<b>- 38 390.77</b>	<b>82 049.01</b>	<b>119 057.64</b>	<b>154 793.84</b>	<b>178 481.52</b>	<b>- 202 935.34</b>

## LA DETTE DU BUDGET EAU

<b>BUDGET EAU</b>									
Objet de l'emprunt	Date d'obtention	Taux	Durée-Mois	Annuités					
				2024	2 025	2026	2027	2028	2029
RENFORCEMENT CANALISATION RUE DU									
RENOUVELLEMENT DES BRANCHEMENTS EN				5 916.00	5 916.00 €	5 916.00	5 916.00	5 916.00	
<b>Total Annuités</b>				<b>5 916.00</b>	<b>5 916.00</b>	<b>5 916.00</b>	<b>5 916.00</b>	<b>5 916.00</b>	<b>0.00</b>

BUDGET EAU	Annuité	Intérêts	capital	Capital restant dû
2024	5 916.00 €	0.00 €	5 916.00 €	29 580.00 €
2025	5 916.00 €	0.00 €	5 916.00 €	23 664.00 €
2026	5 916.00 €	0.00 €	5 916.00 €	17 748.00 €
2027	5 916.00 €	0.00 €	5 916.00 €	11 832.00 €
2028	5 916.00 €	0.00 €	5 916.00 €	5 916.00 €

Ces résultats, encore provisoires, sont des données essentielles qui serviront de base pour bâtir le budget primitif 2024

**Les résultats de 2022 sont également indiqués pour rappel**

RÉSULTATS	2022 EAU			2023 EAU		
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Dépenses	196 536.22 €	18 902.98 €	215 439.20 €	146 850.98 €	19 321.65 €	166 172.63 €
Recettes	147 280.61 €	96 543.78 €	243 824.39 €	176 180.10 €	75 639.50 €	251 819.60 €
Excédent N-1	154 793.84 €	0.00 €	154 793.84 €	105 538.23 €	56 547.39 €	162 085.62 €
Déficit N-1		21 093.41 €	21 093.41 €			0.00 €
Résultats	<b>105 538.23 €</b>	56 547.39 €	162 085.62 €	<b>134 867.35 €</b>	112 865.24 €	247 732.59 €
RAR Dépenses		22 748.10 €	22 748.10 €		450 667.93 €	450 667.93 €
RAR Recettes		39 144.00 €	39 144.00 €		0.00 €	0.00 €
Résultat net	105 538.23 €	72 943.29 €	<b>178 481.52 €</b>	134 867.35 €	-337 802.69 €	<b>-202 935.34 €</b>
		<b>2023</b>		<b>2024</b>		
002 - Solde d'exécution de la section fonctionnement	105 538.23 €		105 538.23 €	134 867.35 €		134 867.35 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement		56 547.39 €	56 547.39 €		112 865.24 €	112 865.24 €
1068 - Excédent de fonctionnement		0.00 €	0.00 €		-337 802.69 €	-337 802.69 €

\*résultats prévisionnels 2023

# BUDGET ASSAINISSEMENT

## Synthèse - BUDGET ASSAINISSEMENT

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
<b>Recettes de gestion</b>	<b>225 147</b>	<b>142 845.43</b>	<b>142 031</b>	<b>121 034.97</b>	<b>127 830</b>	<b>190 342</b>
<i>Produits des services</i>	207 150	118 614.16	120 787	121 034.97	127 830	190 342
<i>Subventions d'exploitation</i>	17 997	24 231.27	21 244		0	0
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>15 857</b>	<b>19 396.86</b>	<b>31 942</b>	<b>16 600.00</b>	<b>17 620</b>	<b>19 528</b>
<i>Charges à caractère général</i>	15 857	19 396.86	31 942	16 600.00	17 620	19 268
<i>Autres charges de gestion courante</i>						260
<b>Épargne de gestion</b>	<b>209 290</b>	<b>123 449</b>	<b>110 089</b>	<b>104 435</b>	<b>110 209</b>	<b>170 814</b>
<i>Produits financiers</i>						
<i>Charges financières</i>	7 224	5 492	7 342	5 020	4 240	3 423
<i>Résultat financier</i>	-7 224	-5 492	-7 342	-5 020	-5 020	-5 020
<i>Produits exceptionnels</i>						
<i>Charges exceptionnelles</i>						
<i>Résultat exceptionnel</i>						
<b>Épargne brute</b>	<b>202 066</b>	<b>117 957</b>	<b>102 746</b>	<b>99 415</b>	<b>105 969</b>	<b>167 391</b>
Taux d'épargne brute		83%	72%	0.82	83%	88%
Remboursement du capital de la dette	36 091	32 699	41 559	38 229	27 423	29 991
<b>Épargne nette</b>	<b>165 975</b>	<b>85 258</b>	<b>61 188</b>	<b>61 186</b>	<b>78 546</b>	<b>137 399</b>
<i>Recettes d'investissement</i>	0	0.00	0		0	
<i>Dépenses d'investissement</i>	79 834	78 894.37	73 347	13 464.50	28 004	9 736
<b>Besoin de financement</b>	<b>86 142</b>	<b>6 363.65</b>	<b>-12 160</b>	<b>47 721.68</b>	<b>50 542</b>	<b>127 663</b>
<b>Solde global disponible</b>					<b>0</b>	
	293 606	257 514.78	220 742	183 257.32	145 029	145 029
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>1.45</b>	<b>2.18</b>	<b>2.15</b>	<b>1.84</b>	<b>1.37</b>	<b>0.87</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>86 142</b>	<b>6 364</b>	<b>-12 160</b>	<b>47 721.68</b>	<b>50 542</b>	<b>127 663</b>
<b>Excédent ou déficit de fonctionnement reporté (</b>	906 719	1 044 506.16	1 050 870.47	1 085 432.05	1 168 915.03	1 157 812.48
<b>Solde d'exécution d'investissement reporté ( 001</b>	43 852	- 4 654.90	- 51 969.16	- 32 985.20	- 74 660.97	1 458.58
<b>Excédent de fonctionnement capitalisé (1068)</b>		4 654.90	51 969.16	8 560.57	14 475.04	
<b>Résultat de clôture</b>	<b>1 036 713</b>	<b>1 050 870</b>	<b>1 038 711</b>	<b>1 108 729.10</b>	<b>1 159 271</b>	<b>1 286 934</b>
Restes à réaliser +/-	-26 756	-	46 721.43	60 185.93	106 506.00	53 726.78
<b>Solde global de clôture</b>	<b>1 009 957</b>	<b>1 050 869.81</b>	<b>1 085 432.05</b>	<b>1 168 915.03</b>	<b>1 265 777.06</b>	<b>1 340 660.96</b>

## LA DETTE DU BUDGET ASSAINISSEMENT

BUDGET ASSAINISSEMENT									
Objet de l'emprunt	Date d'obtention	Taux	Durée-Mois	Annuités					
				2024	2 025	2026	2027	2028	2029
1ER ACOMPTE PRETDE 200 700 E									
2ème ACOMPTE PRET DE 200 700 E -									
CREATION RESEAU ASSAINISSEMENT DES				11 287.36	11 287.36	11 287.36	2 821.84		
CREATION RESEAU D'ASSAINISSEMENT				11 287.36	11 287.36	11 287.36	2 821.84		
3ème PRET ASSAINISSEMENT									
CREATION RESEAU ASSAINISSEMENT DES				4 272.47	4 272.42				
EXTENSION DE L'ASSAINISSEMENT-12				2 209.00	2 209.00	2 209.00			
EXTENSION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT-13				878.40	878.40	878.40	878.40	878.40	
<b>Total Annuités</b>				<b>29 934.59</b>	<b>29 934.54</b>	<b>25 662.12</b>	<b>6 522.08</b>	<b>878.40</b>	<b>0.00</b>

BUDGET ASSAINISSEMENTT	Annuité	Intérêts	Capital	Capital restant dû
2024	29 934.59 €	2 650.24 €	27 284.35 €	87 614.19 €
2025	29 934.54 €	1 765.18 €	28 169.36 €	60 329.84 €
2026	25 662.12 €	840.80 €	24 821.32 €	32 160.48 €
2027	6 522.08 €	61.32 €	6 460.76 €	7 339.16 €
2028	878.40 €	0.00 €	878.40 €	878.40 €



Ces résultats, encore provisoires, sont des données essentielles qui serviront de base pour bâtir le budget primitif 2024

**Les résultats de 2022 sont également indiqués pour rappel**

	2022 ASSAINISSEMENT			2023 ASSAINISSEMENT		
RÉSULTATS	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Dépenses	225 639.60 €	142 134.53 €	367 774.13 €	150 935.31 €	89 553.79 €	240 489.10 €
Recettes	214 537.05 €	218 254.08 €	432 791.13 €	240 167.75 €	127 984.47 €	368 152.22 €
Excédent (002)	1 168 915.03 €		1 168 915.03 €	1 157 812.48 €		1 157 812.48 €
Déficit ( 001)		74 660.97 €	74 660.97 €		1 458.58 €	1 458.58 €
Résultats	1 157 812.48 €	1 458.58 €	1 159 271.06 €	1 247 044.92 €	39 889.26 €	1 286 934.18 €
RAR Dépenses		0.00 €	0.00 €		52 779.22 €	52 779.22 €
RAR Recettes		106 506.00 €	106 506.00 €		106 506.00 €	106 506.00 €
Résultat net	1 157 812.48 €	107 964.58 €	1 265 777.06 €	1 247 044.92 €	93 616.04 €	1 340 660.96 €
		<b>2023</b>		<b>2024</b>		
002 - Solde d'exécution de la section fonctionnement	1 157 812.48 €		1 157 812.48 €	1 247 044.92 €		1 247 044.92 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement		1 458.58 €	1 458.58 €		39 889.26 €	39 889.26 €
1068 - Excédent de fonctionnement		0.00 €	0.00 €		0.00 €	0.00 €

\*résultats prévisionnels 2023

## PROJET 2024

### En dépenses d'investissement :

- Mise en séparatif du réseau d'assainissement de la rue du Biquin d'Or (Voie douce programmée en 2025)
- Mise en séparatif du réseau d'assainissement de la route de Mirebeau
- Mise en séparatif du réseau d'assainissement de la rue Saint-Eloi